

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE
N°IC 2004/3444
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 , modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2170 2., 2111-1° de la nomenclature;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 1999, modifié le 29 mars 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «EARL du BOIS LAUNAY », sise à SAINT POTAN au lieu-dit « Le Bois Launay » relatif à l'autorisation d'exploiter en SAINT POTAN au lieu-dit « Bois Launay » d'un élevage avicole de 98 000 poulettes démarrées soit 98 000 animaux équivalents et en HENANBIHEN au lieu-dit « Le Haut Bois » 20 000 poulettes soit 20 000 animaux équivalents;
- VU la demande présentée le 13 décembre 2007 par l'installation classée « **E.A.R.L. du BOIS LAUNAY (CARFANTAN)** », sise « Bois Launay » en SAINT POTAN, en vue de l'extension d'un élevage avicole autorisé (par la création sur le site de ST POTAN au lieu-dit « Le Bois Launay » de 40 000 poulettes démarrées supplémentaires soit un cheptel de 158 000 animaux

équivalents répartis sur deux sites : le Bois Launay en SAINT POTAN 138 000 poulettes et le Haut des Bois en HENANBIHEN 20 000 poulettes démarrées ainsi que la création à cette adresse d'une unité de transformation de fumier de poulettes en engrais organique (rubrique n° 2170) en extension de l'unité de transformation existante., en SAINT POTAN au lieu-dit « Bois Launay » (Sections (SAINT POTAN) ZN N°11 et (HENANBIHEN) YA N°166);

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2008 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 6 mai 2008 au 6 juin 2008 à la mairie de SAINT POTAN en vue de l'extension d'un élevage avicole autorisé le 29 mars 2006 pour un cheptel total de 118 000 animaux équivalents sur deux sites d'une part à SAINT -POTAN au lieu-dit «Le Bois Launay : 98 000 poulettes démarrées et d'autre part à HENANBIHEN au lieu-dit « Le Haut des Bois » : 20 000 poulettes par la création sur le site de SAINT-POTAN au lieu-dit « Le Bois Launay » de 40 000 poulettes démarrées supplémentaires et la création à cette adresse d'une unité de transformation de fumier de poulettes en engrais organique (rubrique n° 2170) en extension de l'unité de transformation existante. Le cheptel total après extension sera de 158 000 animaux équivalents;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du 25 juin 2008 du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de PLEDELIAC (15 mai 2009), PLUDUNO (29 mai 2009), PLEVEN (19 mai 2009), HENANBIHEN (5 mai 2009);

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 mars 2009;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 mars 2009;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement;

CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à 73 mètres du tiers le plus proche, qui a donné son accord ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du FREMUR;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une extension de la capacité d'accueil de 40 000 poulettes sur le site du «Bois Launay» ainsi que de la mise à jour du plan de gestion des déjections avec la création d'une nouvelle unité de fabrication d'engrais;

CONSIDERANT que le pétitionnaire justifie cette demande dans le but d'augmenter la rentabilité de son outil, ce qui a été rendu possible grâce à l'attribution de 8 000 unités d'azote

supplémentaires accordées par la Commission Départementale d'Orientation Agricole en date du 20 juin 2007;

CONSIDERANT que la quantité totale d'azote organique à gérer par an est de 31 600 unités correspondant aux 23 600 unités déjà autorisées auxquelles ont été ajoutées les 8000 unités attribuées par la Commission Départementale d'Orientation Agricole

La production totale d'azote de l'exploitant est supérieure au seuil d'obligation de traitement du canton de Matignon (12 500).

CONSIDERANT la création d'une nouvelle unité de fabrication d'engrais ;

CONSIDERANT que la gestion des déjections est assurée par une reprise de la totalité des déjections par contrat avec la SA LEMEE d'AUCALEUC.

CONSIDERANT que la SA LEMEE s'engage à exporter la totalité des déjections dans des cantons dont la charge en azote organique à l'hectare est inférieure à 140 unités.

CONSIDERANT que le plan de gestion des déjections est conforme à l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 relatif au programme d'action.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

1.1. - L'EARL DU BOIS LAUNAY , ci-après dénommée l'éleveur, domiciliée à SAINT POTAN au lieu dit "Le Bois Launay" est autorisée à exploiter :

- A SAINT POTAN au lieu-dit "Le Bois Launay" (Section ZN, parcelle n°11), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 138 000 animaux équivalents volailles réparties en : 138 000 poulettes en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 27 530 unités par an;

- A HENANBIHEN au lieu-dit "Le Haut des Bois" (Section YA, parcelle n°166), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 20 000 animaux équivalents volailles réparties en : 20 000 poulettes en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 4 070 unités par an.

1.2. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à SAINT POTAN au lieu-dit "Le Bois Launay" (section ZN n° 56a et n° 46) une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 2,40 tonnes par jour.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après;

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser

- Le Bois Launay: 3 918 m².

- Le Haut des Bois: 1 290 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation;

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) et d'un procédé de séchage et maturation de fientes dans une unité de fabrication d'engrais en annexe de son installation.

3.1 - Installation de compostage

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3 . - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera de deux hangars avec sol étanche suffisamment dimensionnés et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard lors de l'augmentation de cheptel.

3.2. - Exploitation - entretien.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi du compostage des FUMIERS.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours

- 2ème mesure à J + 5 jours

- 3ème mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date d'entrée en maturation,

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.4. - Contrôle et suivi de fabrication des FIENTES SECHES.

3.2.4.1. - La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.4.2. - L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température.

3.2.4.3. - Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.4.4. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

Les quantités de fientes traitées,

Les relevés de température,

Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,

Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.5. - Pour les fumiers et les fientes, les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.6. - Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.7. - Pour les composts et les fientes qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.8 Utilisation du compost et des fientes séchées.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité des produits.

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 570 tonnes de fientes séchées et 280 tonnes de compost de fumiers par an soit 31 600 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières relatives au forage existant.

Le forage existant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

4. 1. - Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :
- 4.2. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 4.3. - La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- 4.4. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

- 4.5. - Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- 4.6. - L'interconnexion avec le réseau public est interdite;
- 4.7. - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- 4.8. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 5 - MTD

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 6 - Résorption

Un total de 31 600 unités d'azote seront comptabilisées au titre de la résorption.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 8 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT POTAN **et de** pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT POTAN et de HENANBIHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 7 mai 1999 et la décision susvisée du 29 mars 2006.

ARTICLE 10 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, Mme la Sous-Préfète de DINAN, le Maire de SAINT POTAN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de HENANBIHEN, PLEDELIAC, PLEVEN, PLUDUNO, RUCA, SAINT DENOUAL, LANDEBIA.

05 MAI 2009

SAINT-BRIEUC, le

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Philippe de Gestas-Lespérour